

ARCHIVES

Numéro 2/ juillet 2013

Rubrique « Interview »

Seconde partie :

Céline Caro sur son parcours professionnel

Céline Caro, coordinatrice pour la politique européenne à la Fondation Konrad Adenauer, est diplômée du département d'allemand. Elle s'est entretenue avec Jennifer Bosbach et Raphaëlle Gondry en mai 2013.

Quel a été votre parcours scolaire ?Après un baccalauréat dans la section économique et sociale au lycée Condorcet à Paris, j'ai intégré une classe préparatoire (hypokhâgne) dans le même établissement, puis je suis entrée en khâgne au lycée Jules Ferry, dans la section allemand. J'ai poursuivi mes études avec une licence franco-allemande à la Sorbonne Nouvelle car le cursus me paraissait original, le groupe étant composé d'une moitié d'Allemands, souvent boursiers du DAAD, et d'une moitié de Français généralement sortis de classes préparatoires. J'ai donc logiquement continué avec une maîtrise franco-allemande que j'ai effectuée en Allemagne, à Dresde.

Pourquoi Dresde ? J'avais postulé pour être assistante de français dans une école afin de financer mon séjour en Allemagne. J'espérais aller à Berlin ou à Hambourg qui sont de grandes villes, ou sinon à Leipzig parce qu'il y a un bon centre d'études asiatiques là-bas et qu'à cette époque, j'étudiais aussi le chinois et le japonais. J'ai finalement été envoyée à Dresde. Passée la première déception, ce choix s'est révélé excellent, j'ai beaucoup aimé cette ville. Sur les conseils de M. Schulte qui était le responsable de la licence franco-allemande à l'époque, j'ai aussi rencontré le directeur du département de romanistique de la TU Dresden, le professeur de civilisation française Ingo Kolboom.



Qu'avez-vous fait après la maîtrise ? J'ai d'abord commencé à travailler comme enseignante à la TU Dresden, à l'Institut de Romanistique. En parallèle, j'ai poursuivi mes études. Je me suis inscrite en DEA (Diplôme d'Etudes Approfondies) en cursus franco-allemand à l'Institut d'Allemand d'Asnières qui présentait l'avantage de pouvoir être effectué à l'étranger. Alors que je ne devais rester qu'un an à Dresde, le temps de faire ma maîtrise, j'y suis finalement restée cinq ans.

Avez-vous fait une thèse ? Après le DEA, j'ai effectivement décidé d'écrire une thèse que j'ai réalisée en co-tutelle, sous la direction d'Anne Saint-Sauveur, professeure à Paris 3, et Ingo Kolboom, professeur à la TU Dresden. Cette thèse portait sur « Le développement de la conscience environnementale et l'émergence de l'écologie politique dans l'espace public en France et en Allemagne entre 1960 et 1990 ».

Comment avez-vous trouvé votre emploi actuel ? J'ai soutenu ma thèse en décembre 2009. A cette époque, je travaillais toujours dans le franco-allemand, mais à Paris, en tant qu'attachée de recherche au bureau parisien de la Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS). Juste avant la soutenance, j'ai postulé au poste de coordinatrice pour la politique européenne à la centrale de la KAS à Berlin. J'ai eu la place et je l'occupe depuis avril 2010.

Quelles sont vos responsabilités au sein de la Konrad-Adenauer-Stiftung ? En tant que coordinatrice pour la politique européenne, je mène de front plusieurs activités. Je fais tout d'abord du conseil politique : je participe à des réunions, à des débats et je rédige ce qu'on appelle des « policy papers » à destination des responsables politiques et de leurs collaborateurs, sur des questions de politique européenne actuelles. Parallèlement, je participe à des tables rondes et j'organise des conférences.



A quoi ressemblent les conférences ? Ces conférences visent différents publics : les responsables politiques et les experts en matière de politique européenne, qu'ils soient allemands ou d'autres pays de l'UE. Nous invitons également régulièrement un large public à venir dialoguer avec des personnalités politiques, connues pour leur engagement en faveur de l'Europe. Tout citoyen qui le souhaite peut se rendre à ces conférences et poser des questions. Le 18 mars 2013 par exemple, j'ai organisé un « Europa Forum » avec pour invité le professeur Iñigo Méndez de Vigo, Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes au sein du ministère des Affaires étrangères espagnol. Il a parlé de la situation économique dans son pays, mais aussi de la vision de l'Espagne pour l'avenir de l'Europe (<http://www.kas.de/wf/de/33.33849/>). Enfin, j'organise également des conférences internationales. Un Forum Stratégique Franco-Allemand a lieu par exemple tous les ans en coopération avec le Cerfa de l'Ifri (Comité d'études des relations franco-allemandes, au sein de l'Institut français des relations internationales). On y discute des défis

stratégiques concernant les politiques européennes de sécurité et de défense sur le long terme. Dans le cadre du forum de 2012, le thème abordé était le suivant : « L'Europe peut-elle encore se défendre ? Possibilités d'action pour l'Allemagne, la France et l'Union Européenne » (<http://www.kas.de/wf/de/33.33018/>). Des députés, ministres et secrétaires d'Etat participent régulièrement à ces rencontres informelles, où ils peuvent se parler ouvertement sans craindre d'être cités dans la presse.

Et le franco-allemand dans tout ça ? Cette thématique m'accompagne toujours dans mon travail quotidien, même si je travaille peu sur des sujets uniquement bilatéraux, dans la mesure où le franco-allemand reste au cœur des questions européennes. Par ailleurs, l'anniversaire du Traité de l'Elysée a été l'occasion de nombreux événements sur ce thème auxquels je me suis volontiers associée. Par exemple, j'ai participé dans ce cadre à une conférence à l'Université Jean Monnet à Saint Etienne et à un colloque à Bordeaux.

Avec quels partenaires travaillez-vous ? Je collabore avec le Bundestag, les think tanks allemands comme la DGAP (Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, Société Allemande pour la Politique Etrangère), la représentation de la Commission Européenne à Berlin, les ambassades européennes en Allemagne, et d'autres think tanks en Europe comme l'Ifri et la Fondation Robert Schuman à Paris.



Vos activités sont très variées. Avez-vous néanmoins une « journée-type » ? Non, une « journée type » de travail à la Konrad-Adenauer-Stiftung n'existe pas ! Le rythme est très dynamique, du jour au lendemain des sollicitations peuvent venir de la présidence ou du « Vorstand » (conseil d'administration) pour préparer un discours ou écrire la préface d'un livre. D'autre part, les questions européennes sont perpétuellement en mouvement, cela exige de me tenir constamment informée en lisant les journaux et les dernières analyses et en discutant avec les responsables politiques, les diplomates et les experts. Je vais aussi écouter des tables rondes dès que je peux. Cela est très difficile toutefois en période de préparation de conférence, car l'organisation d'une manifestation internationale demande toujours beaucoup de travail.

Êtes-vous aidée d'une équipe ? Dans notre département, chaque coordinateur est en charge d'une thématique. Il n'y a donc pas d'équipe pour les questions européennes à proprement parler. En revanche, les coordinateurs travaillent souvent ensemble sur des sujets transversaux ainsi qu'avec des collègues issus d'autres départements ou des bureaux de la KAS à l'étranger. Nous avons également beaucoup de collègues qui prennent en charge les questions administratives, logistiques et de communication, et qui nous soutiennent dans l'organisation des conférences et la préparation des publications. Enfin, il y a quelques étudiants qui travaillent pour l'équipe ou font un stage au sein de la Fondation.

Quelles sont les difficultés que vous avez pu rencontrer ? Sans hésiter, la gestion du temps ! Mon travail est très intense, de par la nature de ma thématique, les questions européennes, et la diversité de mes activités. Mais j'ai été bien préparée lorsque je gérais un travail à plein temps et un doctorat. Après avoir fini ma thèse, je me suis fixé comme condition de ne plus travailler le week-end, j'essaie donc d'écrire mes papiers pendant mes heures de travail.



Pour conclure: quel rôle a joué la licence franco-allemande dans votre parcours ? Cela m'a beaucoup aidée. Je travaille aujourd'hui dans les sciences politiques, plus précisément dans les affaires européennes, et c'est totalement lié à ce que j'ai fait avant. Hier comme aujourd'hui, l'entente entre la France et l'Allemagne reste une condition indispensable, même si elle n'est pas suffisante, à l'approfondissement de l'intégration européenne.

Et que pensez-vous des relations franco-allemandes actuelles ? Depuis un an, il y a un nouveau tandem politique qui se caractérise par le fait que François Hollande et Angela Merkel ne viennent pas de la même famille politique. Il est donc normal qu'il y ait un temps d'adaptation, même si la crise apporte la dimension de l'urgence. Mais la collaboration entre le président et la chancelière n'est que la partie la plus visible des relations franco-allemandes: elle est accompagnée par de nombreux échanges entre les fonctionnaires au sein des ministères français et allemands. De ce fait, il y a un dialogue permanent entre nos deux exécutifs, et cela est aussi valable au sein des parlements, des think tanks, des fondations. C'est un aspect très positif ! La confrontation permanente de nos points de vue peut donner lieu à une certaine dramatisation. Mais je suis totalement confiante dans l'avenir du franco-allemand.